

Voix Suisse romande

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **35 (1988)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Compte rendu du Séminaire international sur la protection civile de Schwarzenbourg

Survivre, à quel prix?

Mpl/C.S. Dans le cadre du Séminaire international sur la protection civile, qui s'est déroulé à Schwarzenbourg du 9 au 11 mai 1988, une journée a été consacrée au thème de la survie de la population, suite à un conflit ou une grave catastrophe nucléaire, ou après l'utilisation d'armes chimiques ou bactériologiques.

Au banc des orateurs, MM. Hansheiri Dahinden, directeur de l'Office central de la défense (OCD), Michel Dufour, adjoint scientifique au Groupement de l'armement du Département militaire fédéral, et Herbert Braun, physicien et chef de section de l'OCD, ont présenté le travail de recherche «Weiterleben», effectué dès 1983 pour le compte du Département fédéral de justice et police et du Département militaire fédéral. Nous vous rapportons ci-dessous quelques aspects de cette recherche, ainsi que de l'exposé de M. Ulrich Imobersteg, chimiste et président de la Commission fédérale pour la protection atomique et chimique.

La Suisse en péril

Le but de la recherche «Weiterleben» visait à déterminer, outre les chances et les conditions de survie de la population, quelle est la capacité de régénération de notre pays après un conflit atomique, bactériologique et chimique, à savoir le maintien d'un semblant d'organisation sociale, la survie de l'identité culturelle et politique du pays, la reconstruction des structures antérieures, etc.

Quelques remarques préliminaires:

- La recherche portait essentiellement sur la survie à long terme de la collectivité organisée, et non sur la survie individuelle.
- Le niveau de vie actuel ne peut servir de référence. En cas de conflit grave, il ne serait peut-être jamais plus atteint, même après des années de reconstruction.
- Aussi effroyable et meurtrier que puisse être un conflit nucléaire, même de forte gravité, il ne signifierait pas la fin du monde, car la survie individuelle serait toujours possible. Cependant, ce serait assurément la fin d'un monde.

Les effets des armes A, B et C

Le tableau ci-contre présente de façon sommaire les effets des armes atomiques, biologiques et chimiques, leur durée et leur étendue. A noter que, quelle que soit la gravité du conflit, la survie immédiate et à long terme de la population dépend de l'utilisation fonctionnelle et rapide des moyens de protection (abris, vêtements spéciaux, masques, filtrage de l'air, décontamination de l'eau, etc.). Les principaux problèmes qui surgissent immédiatement ou quelques semaines après sont des problèmes de communication, d'énergie et, selon le degré d'irradiation, de famine vu la diminution du cheptel, de la production maraîchère et, surtout, vu l'importance des importations dans le système alimentaire helvétique.

Aspects humains et sociaux

Si les conséquences physiques, géographiques et même climatiques sont relativement faciles à déterminer, les ré-

percussions psychologiques et sociales relèvent nettement plus de la fiction. Comment prévoir la réaction de la population, suite à un conflit ou à une grave catastrophe nucléaire? Discipline, panique, solidarité, apathie, vandalisme?

L'un des facteurs clés au maintien de l'ordre social est la satisfaction des besoins vitaux, tels que air, eau, nourriture, mais également protection contre le froid, la chaleur, les maladies. La reconstruction économique du pays exige de résoudre rapidement le problème énergétique. Elle dépend également d'une certaine capacité d'improvisation et d'utilisation de moyens rudimentaires. Il est évident qu'un pays sur-spécialisé et technologiquement très avancé est moins prêt à faire face aux situations de crise, car son fonctionnement est tributaire de nombreux facteurs, tels que personnel formé, matières premières, transports, énergie, etc...

Il s'agirait aussi de faire en sorte que le savoir-faire de l'agriculture tradition-

Tableau des effets des armes A, B et C

Armes A

Effets	Durée	Etendue	Conséquences
Rayonnement primaire	1 minute max.	locale	Destruction de la matière vivante par irradiation
Impulsion électromagnétique	1 millionième de seconde	très large si l'explosion a lieu à plus de 50 km d'altitude	Aucune sur les êtres vivants Action sur les circuits électriques, les antennes, les systèmes électroniques
Rayonnement thermique	qq secondes qq minutes selon puissance	très large	Incendies, brûlures
Onde de choc	qq secondes	locale	Destructions mécaniques en surface principalement
Effets sismiques (explosion au sol uniquement)	...?	locale	Action sur les constructions souterraines, les bâtiments, les canalisations Glissements de terrains, éboulements
Radioactivité	qq jours	très large	Action sur toute forme de vie, par maladie, mort, diminution des défenses immunitaires. Action directe ou indirecte (contamination des aliments, ...), conséquences à long terme difficiles à évaluer
Nuages de poussières et fumées	qq mois	planétaire	Influence sur le climat, par diminution du rayonnement solaire (hiver nucléaire) Importance pour l'agriculture mondiale

(dûs aux destructions, aux incendies...)

Armes C

Contamination par des substances solides, liquides ou gazeuses	qq heures	locale	Intoxications maladies, brûlures, mort Ne mettent pas en cause la survie à long terme
--	-----------	--------	--

Armes B

Propagation de bactéries, virus, spores, capables de se reproduire qq = quelques	incertaine	incertaine	Maladie, mort Risque d'épidémie
--	------------	------------	------------------------------------

nelle, les techniques artisanales et les procédés de moyenne technologie soient enregistrés et transmis aux générations futures en s'inspirant des mesures préventives mises en œuvre en matière de protection des biens culturels.

Et la PCI?

Une préparation insuffisante, un matériel incomplet ou inopérant, un manque de personnel formé peuvent compromettre sérieusement le succès des mesures d'intervention, notamment de la PCI. De même, il serait utile de former le personnel médical pour faire face aux blessures, maladies et autres atteintes à la santé découlant d'une catastrophe atomique, chimique ou bactériologique.

Au niveau politique, la Suisse présente un atout indéniable: la division du pouvoir entre Confédération, cantons et communes permet d'éviter la désorganisation sociale rapide, en cas de crise grave.

Quelques réflexions sur les armes de type B et C

Les armes chimiques et biologiques n'ont jamais eu d'influence décisive sur l'issue d'un conflit. De même, elles ne mettent pas directement en danger la survie de la population à un niveau collectif.

Malgré leur efficacité, les armes chimiques ont toujours un effet limité dans le temps et l'espace (points stratégiques). De plus, l'occupation préventive des abris, l'utilisation de vêtements et de masques appropriés assurent une protection peu coûteuse et efficace.

Les armes biologiques, de type bactériologiques (bactéries, virus, aptes à se reproduire) ou de type biológico-chimique (champignons par exemple) présentent l'inconvénient de se disperser à plus ou moins long terme sur de vastes étendues, créant ainsi de véritables épidémies, fatales et vicieuses, puisqu'elles ne connaissent aucune frontière géographique, politique ou idéologique. Les caractéristiques de ces

armes sont: fabrication aisée, grande contagion, absence de contre-mesure médicale, diagnostic difficile et courte période d'incubation. Pour lutter efficacement, il importe de pouvoir observer les mesures d'hygiène élémentaires et de disposer au plus vite de thérapies adaptées (nouveaux vaccins, médicaments, etc).

En guise de conclusion, rappelons que si la probabilité d'un conflit nucléaire dans l'une ou l'autre région de la planète est aujourd'hui considérée comme faible, il n'en reste pas moins que des catastrophes graves, de type chimique ou nucléaire ne sont pas exclues, même dans notre pays. Seveso, Bhopal, Tchernobyl ou Schweizerhalle sont encore dans toutes les mémoires. Et par analogie, les considérations de l'étude «Weiterleben» sont applicables, à une échelle plus restreinte, pour faire face à de tels «accidents» dans le parcours technologique de notre civilisation dite moderne!...

Atemschutz, Druckgastechnik, Filtertechnik, Gasmesstechnik.

Chemie-Spritzschutzanzug
einteilig, aus PVC,
Fr. 285.- exkl. WUST
Fordern Sie Unterlagen aus unserem umfangreichen Programm an.

Combinaison
anti jaillissement, dans une pièce, en PVC,
Fr. 285.- exkl. ICHA
Demandez de la documentation extraite de notre grand programme.

Dräger Atemschutz
Letzigraben 134 a
8047 Zürich
Telefon 01 491 54 00




Transport- und Verteilungen
Grundwasserabsenkung
Zivilschutz
Temporäre Versorgungs-/
Entsorgungs-Systeme
Ausrüstung Spezialfahrzeuge
Beregnung und Bewässerung

**Schnellkupplungs-Rohre
Formstücke**

RHEINTUB AG
4338 Rheinsulz
Telefon 064 64 24 85
Telefax 064 64 21 01



**Gestell / Hurde =
Schutzraumliege TG 80**

Jede in Friedenszeiten beschaffte und erstellte Schutzraum-Einrichtung erhöht die Wirksamkeit des Zivilschutzes im Ernstfall!

Die schockgeprüfte **Schutzraumliege TG 80** stimmt in den Grundzügen mit der stapelbaren BZS-Liege aus Holz (Einsatzunterlage 1322.00/3, vom März 1983) überein. Darüber hinaus ist die **Schutzraumliege TG 80** leichter montierbar und demontierbar. Sie eignet sich deshalb speziell auch als **Gestell oder Hurde** für die friedensmässige Nutzung des Schutzraum-Kellers.

→

Wir erstellen Ihnen die kompletten Stücklisten

→

Wir liefern Ihnen den Beschlägesatz

Neu! Schutzraumliegen TG 80 für öffentliche Schutzräume mit Bundesbeitrag

**Metallwarenfabrik
Nägeli AG**
CH-8594 Güttingen
Telefon 072 65 1111 Telex 882 218



Stanzteile
Werkzeuge

Kleinapparatebau
Stahlkugeln

Baum-, Reb- und
Gartenschere

L'accident de Tchernobyl...

Une source active de désinformation

L'année dernière, deux Français, anciens ingénieurs nucléaires reconvertis dans «l'analyse socio-politique prospective internationale», publiaient un livre fondamental sur le grand public face au nucléaire civil, qui n'a pourtant pas fait grand bruit à cause, peut-être, de ses faiblesses internes. D'une part, son hermétisme: les auteurs dressent un bilan des connaissances dans les domaines de l'ingénierie atomique, de la sociologie, de la psychologie des masses et des mécanismes de la rumeur, en recourant aux jargons propres à chacune de ces disciplines. D'autre part, de grosses lacunes d'écriture: un style oral, le verbiage, de multiples redites donnent l'impression qu'on lit l'enregistrement de débats lors d'un colloque. Lecerf et Parker ont rédigé, chacun de leur côté, la plupart des chapitres qui leur étaient impartis.

Tchernobyl et les risques du nucléaire

Les thèses de l'ouvrage vont à l'encontre des mythes qui prédominent actuellement dans nos démocraties. L'accident de Tchernobyl n'a pas mis en danger les populations d'Europe occidentale. Pourtant, les médias, les écologistes, les gouvernements eux-mêmes ont manifesté un véritable délire, si bien qu'un vent de panique s'est mis à souffler. Bref, plus de transes que de radioactivité!

Immédiatement après l'événement, les autorités soviétiques annoncent deux décès, ce qui apparaît tout à fait exact. Le bilan, huit mois plus tard, s'élève à trente et un morts: il s'agit uniquement d'employés de la centrale et de pom-

Rapport par Hervé de Weck, Porrentruy

piers chargés de la lutte contre l'incendie, les seuls à avoir été fortement irradiés. Le taux de radioactivité, sur le territoire du Marché commun, donc aussi en Suisse, n'a jamais approché les seuils à partir desquels on peut commencer à parler d'un risque quelconque. Toutes les mesures, connues des responsables, le prouvaient.

La série de fausses manœuvres commises par les techniciens soviétiques ne pourraient pas se produire avec les modèles de réacteurs homologués dans les pays dits capitalistes, dont les systèmes de sécurité éliminent pratiquement toute probabilité d'accident grave. A aucun moment, la «panne» de Three Mile Island, en 1979, n'a provoqué le moindre danger pour les employés de la centrale, partant pour la population des environs.

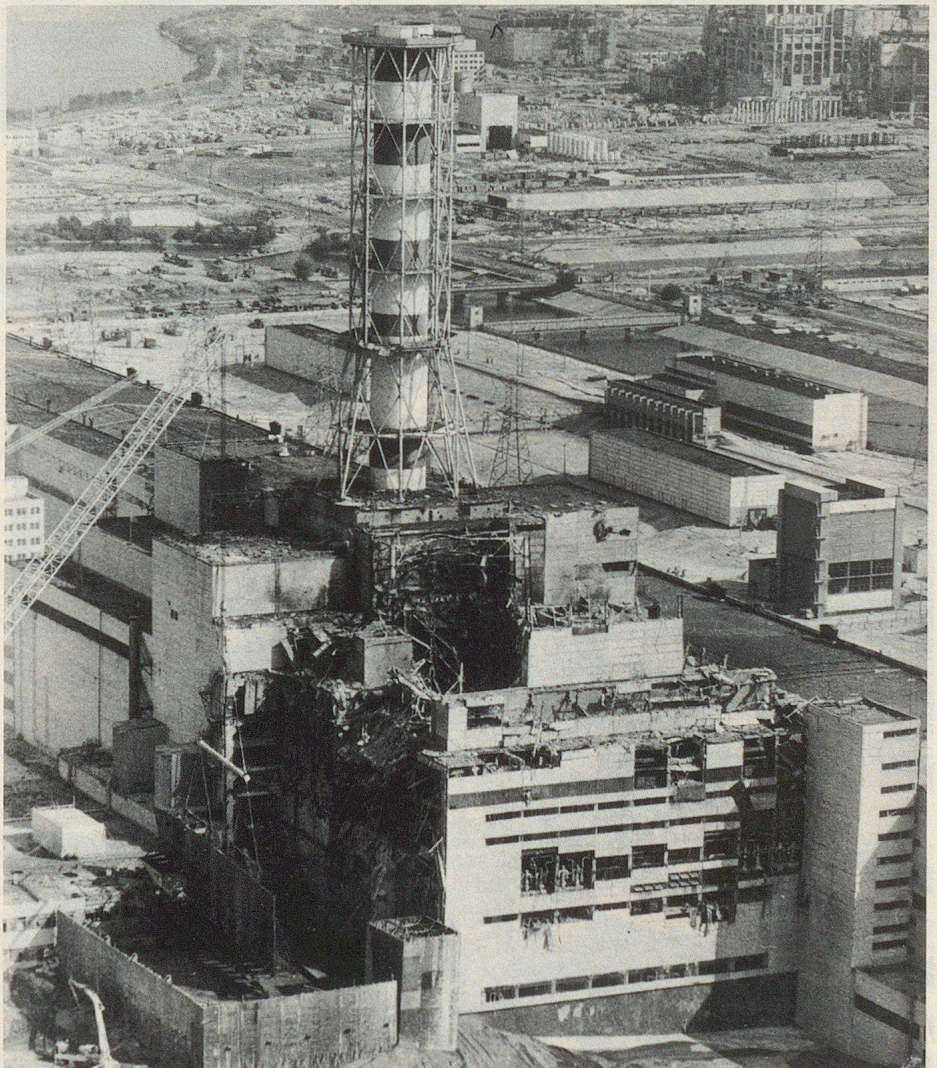
Malgré Tchernobyl, l'atome reste encore la technologie la plus sûre, si on la compare à celle du charbon, du pétrole ou du gaz naturel, responsables d'accidents graves ayant entraîné, depuis 1970, des dizaines de milliers de morts. L'énergie nucléaire contribue à résoudre les difficiles problèmes de protection de l'environnement. En va-t-il de

même, malgré des systèmes de filtration sophistiqués, avec les centrales fonctionnant au mazout ou au charbon? Par ailleurs, sans la diminution de la consommation de pétrole, due au développement du nucléaire civil, les prix du brut auraient continué à monter,

après les sommets atteints en 1982 et 1983. L'industrie atomique entre par conséquent en concurrence avec les pays producteurs de pétrole et avec les grandes compagnies pétrolières. Chaque réacteur remplace l'énergie fournie par environ un million et demi de tonnes de pétrole. L'indépendance de l'Europe, son développement économique s'avèrent liés à l'atome.

Le délire en Occident...

Après Tchernobyl, l'impression prévaut pourtant en Occident que cette technologie présente de gros risques, que l'accident à la centrale soviétique est une catastrophe sans précédent (on oublie Bhopal!) qui a provoqué plus de 2000 morts. Cette rumeur naît le 30 avril 1986 sur les deux principales chaînes de télévision française, au moment où le Kremlin vient de publier le chiffre exact de deux morts, un ordre de grandeur que les experts peuvent confirmer en se fondant sur les caractéristiques de l'installation. Elle provient d'une dépêche du 29 avril, datée de Moscou: «Selon un compte rendu non confirmé venant de l'endroit, le nombre des décès pourrait avoir atteint 2000



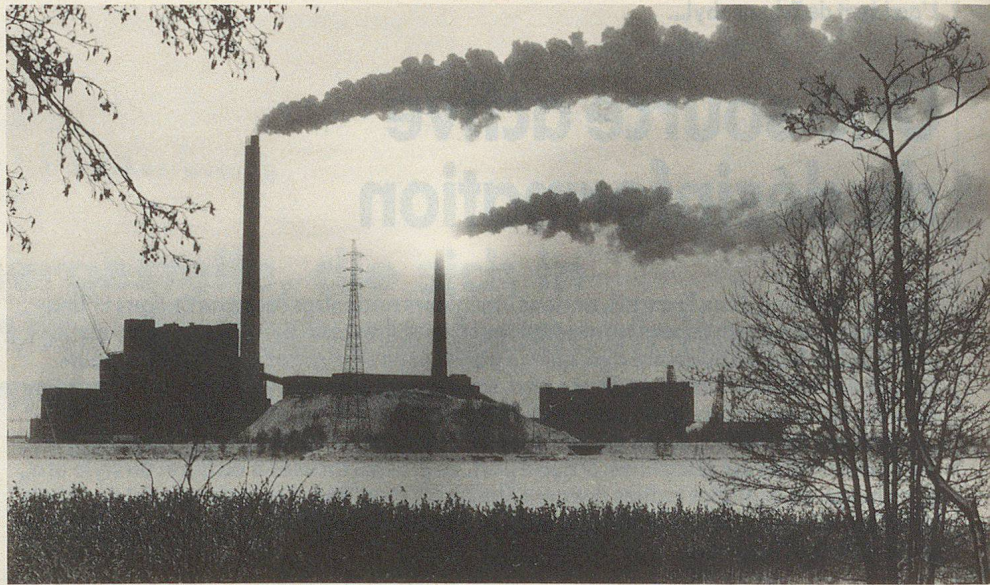
Autour d'un drame réel... quand la désinformation s'en mêle.

(Keystone)

(...)» Outre-Atlantique naît encore la rumeur d'un second réacteur en feu à Tchernobyl.

Les médias occidentaux ne rectifieront jamais ces fausses informations, justifiant, au contraire, le chiffre de 2000 morts par d'hypothétiques effets encore à venir. En tant que véritables organes de désinformation, ils propagent les affabulations les plus folles concernant la contamination du thym, des primeurs, du lait frais. Rappelons qu'un événement qu'ils présentent comme grave restera ressenti comme tel dans l'opinion. Après Tchernobyl, «les médias ont été le danger réel, et non pas le réacteur nucléaire.» A la décharge des journalistes, il faut souligner que leurs méthodes, qui consistent à vérifier et à recouper, restent peu fiables lorsqu'interviennent, contre l'industrie atomique civile, des lobbies de désinformation travaillant à l'échelle mondiale...

Dès le 30 avril 1986, les écologistes et les antinucléaires, omniprésents dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, n'exigent pas de moratoire ou l'interdiction de construire de nouvelles centrales en URSS, mais l'arrêt, voire le démantèlement, de ce côté-ci du ri-



Les énergies classiques ont des dizaines de milliers de victimes sur la conscience.

(Keystone)

deau de fer, de centrales qui n'ont que de très lointaines similitudes avec celles d'Union soviétique. D'emblée, le problème de Tchernobyl devient celui de Mühleberg et de Beznau! La protection des populations contre les dangers

des technologies modernes laisse en définitive ces gens indifférents, car, si tel était le cas, ils s'occuperaient en priorité du charbon, du pétrole et du gaz naturel. L'accident de Tchernobyl n'est-il pas le premier du genre à avoir provoqué des morts? Lorsqu'une catastrophe aérienne se produit, personne ne remet en question la technologie des réacteurs. «On n'interdit pas les vols des Airbus quand des Boeing ou des Tupolev ont des accidents!»

Selon Lecerf et Parker, le noyau actif de la plupart des groupements antinucléaires ne dépassent pas vingt personnes, quelques centaines de personnes, tout au plus, s'acquittent d'une cotisation, mais il va de soi, dans nos sociétés, que de telles minorités actives influencent la majorité. C'est en vertu de ce principe que 40000 manifestants antinucléaires passent pour «très nombreux» dans les comptes rendus journalistiques, alors qu'en réalité, le chiffre reste dérisoire en regard des 6 millions de Suisses ou des 55 millions de Français. Avec l'appui des médias, ces minorités martèlent systématiquement le slogan «nucléaire = danger», si bien qu'elles conditionnent des millions de personnes.

Les gouvernements, en 1986, contribuent à renforcer l'hystérie collective, en fixant des normes de sécurité qui ne tiennent aucun compte de l'avis des experts. Pour des raisons économiques, électorales, mais en aucun cas scientifique, les interdictions de consommation se mettent à pleuvoir.

L'éternel problème des rumeurs

L'obsession de la santé, dont souffrent nos sociétés vieillissantes, favorise la naissance de rumeurs et d'attitudes déraisonnables. Lorsqu'ils apprennent qu'un incident s'est produit à Three Mile Island, cent mille Américains, qui habitent à proximité plus ou moins immédiate de la centrale, prennent spon-



Une insulte aux défavorisés.

(Keystone)

tanément la fuite, alors que le danger est nul. Cet exode va d'ailleurs provoquer, sur les routes, les seuls morts que l'on doit déplorer à cette occasion.

Aujourd'hui, on parle de rendre encore plus strictes les normes, déjà trop basses, sur les choux-fleurs, les laitues, les tomates, le lait. A Berlin, après Tchernobyl, on a jeté du lait dont la radioactivité était dix fois inférieure à la radioactivité naturelle de l'eau de boisson! On a détruit des primeurs qui auraient bien convenu aux cantines de l'Armée du salut ou aux «restaurants du cœur», du lait en poudre dont la consommation aurait sauvé bien des vies en Ethiopie. Cet excès d'exigences en matière de paix, de tranquillité, de pureté, de confort et de santé, cette «phobie des poisons», qui ne prend pas dans les bidonvilles où un morceau de pain, même souillé, fait figure de trésor, indique simplement un individualisme et un égoïsme outranciers.

Une telle attitude explique la multiplication de partis, de mouvements à but unique, militant pour les droits de la femme, la cause des phoques, la défense des baleines ou celles des crapauds à l'époque des amours, la résolution de ces problèmes devant avoir la priorité absolue. Une campagne pour des citrons sans diphényl prépare le terrain à une autre exigeant du raisin de table cultivé sans sulfatage, laquelle, à son tour, ouvre la voie à une troisième pour la culture des prunes sans insecticides. Va suivre la revendication d'un beurre sans colorant, puis d'une charcuterie sans nitrate, tout ceci débouchant sur une rumeur selon laquelle les produits vendus dans les circuits commerciaux normaux contiennent toutes sortes de «poison», qu'il convient donc de créer des chaînes de «magasins écologiques».

La désinformation à propos du nucléaire permet de vérifier la règle selon laquelle les «rumeurs noires» se répandent plus facilement que les autres, surtout lorsqu'elles désignent un groupe «malfaisant», le lobby atomique qui s'enrichit au détriment de la sécurité et de la santé des «braves gens». Ces industriels n'ont pas réagi, si bien que leur image de marque s'est détériorée à la suite de rumeurs anodines, mais constamment répétées, qui ont modifié l'attitude du grand public. Les plus vieux types de rumeurs, mis en évidence par Jean-Noël Kapferer (2), se retrouvent dans les attaques contre le nucléaire: le poison caché, L'irruption des puissances du mal, la corruption des dirigeants et de l'administration. En dernière analyse, ces rumeurs ressemblent à des «crimes parfaits» dont les auteurs restent très difficiles à identifier.

Le lobby antinucléaire

Si le lobby nucléaire n'a pas su ou voulu donner de lui une image positive, en faisant du sponsoring sportif, en commanditant des films ou des dessins

animés, les antinucléaires exploitent toutes ces ficelles; ils ne se gênent pas de diffuser des Axtérix-pirates dont les cartouches contiennent des slogans hostiles à l'exploitation civile de l'atome. Derrière ces barbus sympathiques se profilent d'inquiétants groupes de pression qui, grâce à des «tringleries» très complexes, manipulent des mouvements écologiques, antinucléaires et pacifistes qui ne se rendent compte de rien.

La propagande de Moscou à destination de l'étranger va résolument dans le sens d'un désarmement nucléaire; on peut pourtant se demander quels avan-

compagnies pétrolières qui, dans ce domaine, sont les alliés objectifs des Etats producteurs du Moyen-Orient. Tous ces lobbies ont intérêt à la disparition, dans le monde capitaliste, du nucléaire civil qui reste, pour eux, un concurrent dangereux. Rappelons qu'aux Etats-Unis, la dernière commande de centrale atomique date de 1978. Il y a encore le Pentagone qui reste persuadé que les activités atomiques civiles à travers le monde diminuent l'efficacité des mesures prises en vue de la non-prolifération des armes nucléaires, alors qu'en réalité, il est absurde de penser que des réacteurs du type de ceux qui équipent



Manifestation antinucléaire. Qui tire les ficelles?

(Keystone)

tages les dirigeants du Kremlin recherchent en favorisant la diffusion de rumeurs défavorables à l'industrie atomique civile des puissances européennes, alors qu'ils réalisent eux-mêmes des centrales nucléaires et qu'ils incitent leurs satellites à suivre leur exemple? De telles campagnes, qui renforcent l'angoisse des opinions occidentales face au nucléaire militaire, servent aussi les intérêts civils de l'Union soviétique, car un abandon des centrales atomiques dans le Marché commun aggraverait la dépendance énergétique de l'Europe face à l'URSS. En effet, Moscou peut déjà annihiler toute velléité d'indépendance dans les démocraties dites populaires en fermant le robinet du pétrole ou du gaz, en exigeant comme paiement des devises fortes à la place de roubles. La multiplication des centrales nucléaires, de ce côté-ci du rideau de fer, diminuerait beaucoup l'éventualité d'une telle finlandisation. La désinformation vient également des Etats-Unis, plus spécialement des milieux des charbonnages et des grandes

les centrales construites par l'Occident risquent de permettre la fabrication de plutonium.

Il ne faut pourtant pas voir un complot machiavélique planifié par quelques «gnomes» tout-puissants qui s'entendent par-dessus les frontières, mais plutôt des conjonctions d'intérêts qui multiplient les sources de rumeurs. Les écologistes se font vraisemblablement manipuler par Moscou et par Washington! Lecerf et Parker craignent que, vu le climat actuel d'angoisse face au nucléaire, certains, à des fins de pure désinformation, aillent jusqu'à déclencher un «deuxième Tchernobyl», voire un «faux Tchernobyl». Quelle catastrophe, ce serait alors pour l'Europe tout entière! ▀

1) Lecerf Yves; Parker Edouard: L'affaire Tchernobyl. La guerre des rumeurs. Paris, Presses universitaires de France, 1987. 392 p.

2) Kapferer, Jean-Noël: Rumeurs. Le plus vieux média du monde. Paris, Seuil, 1987. 320 p.

Du nouveau en matière d'informatisation de la protection civile

Un outil simple de gestion par micro-ordinateur

En automne 1982, le chef du service renseignement de la protection civile de Meyrin et son adjoint, informaticiens de profession, développent dans le cadre de la société Merpa-soft un logiciel pour gérer les besoins propres à cette grande commune urbaine du canton de Genève. En exploitation à Meyrin dès le printemps suivant, puis dans diverses autres communes genevoises, le logiciel (PC-ZIS) a maintenant atteint sa maturité et se trouve disponible dans une version éprouvée.

Rapport de Roger-Paul Pasche, Versoix GE

Une enquête préliminaire auprès de personnes engagées dans la protection civile m'avait appris que parmi les problèmes de gestion les plus fréquents nous retrouvions les éléments suivants:

- savoir sur quels hommes compter pour organiser les cours,
- convoquer chacun et établir toutes les formules administratives nécessaires lors de l'exercice,
- s'assurer que chaque personne de la commune dispose d'un abri en cas de besoin,
- pouvoir informer, avec précision, les autorités quant aux besoins de la PC,
- tenir l'inventaire précis du matériel et des hommes,

autant de tâches qui représentent, pour les responsables de la protection civile,

un devoir, mais aussi de nombreuses heures d'un travail pas toujours gratifiant.

Afin d'en savoir plus, je suis allé rendre visite à l'un des créateurs de Merpa-soft qui m'a fait une démonstration de PC-ZIS. J'ai constaté que pour l'opérateur tout ceci est simplifié à l'extrême, le travail répétitif étant effectué par un ordinateur simple d'utilisation, sans fatigue ni énervement.

Fait pour fonctionner avec tous les micro-ordinateurs IBM ou compatibles, même le plus petit des portables, le logiciel comprend trois volets distincts:

1. répartir la population dans les abris,
2. gérer les hommes incorporés,
3. tenir l'inventaire du matériel.

Accessibles pour des non-initiés, les programmes modulaires sont d'une manipulation très simple.

Dès la mise en marche de l'ordinateur, PC-ZIS propose un menu général permettant de choisir l'option désirée. Un masque, d'une très grande lisibilité, invite à sélectionner la transaction envisagée (adjonction, modification, destruction ou interrogation de données).

Des fenêtres d'aide fournissent les informations utiles au bon moment. De nombreuses sécurités empêchent la perte des données. Des procédures d'impression permettent d'avoir, très rapidement et simplement, les listes ou les impressions souhaitées.

En tout temps, et avec un minimum de manipulations, il est donc possible de tenir à jour des données se modifiant régulièrement (incorporation, effectif, adresses des hommes...) ou d'intégrer, dans le schéma d'organisation communal, les nouvelles constructions, les changements d'organisation, l'acquisition d'un nouvel équipement...

Pour tous les menus, les concepteurs du logiciel ont prévu une subtilité très originale rendant le produit encore plus souple. En effet, il est toujours possible d'appeler une ou plusieurs pages de remarques, pour chaque option, afin de noter, comme dans un traitement de texte, des détails essentiels, mais non programmables (par exemple, la composition des familles pour la répartition entre abris, les aptitudes spécifiques de certains hommes en vue des convocations, les détails concernant le lieu d'entreposage du matériel...).

Les différentes parties de PC-ZIS

1^{er} volet:

attribution des places d'abris

Sur la base du fichier des rues de la commune, d'un inventaire des abris existants et de données concernant les habitants, PC-ZIS établit de manière automatique la répartition optimale des personnes dans les abris selon les critères définis par le responsable local de protection civile.

A tout moment, il est possible de savoir combien de places sont encore nécessaires, et pour qui. Très vite, le responsable compétent peut faire la liste des places disponibles dans les immeubles de l'îlot et du quartier le plus proche, y affecter les personnes selon des critères propres à la commune et revoir la situation générale. Sous forme de listes, ou à l'écran, il lui est matériellement possible de vérifier les conséquences de ses choix, de les valider ou alors de les changer.

Le plan d'attribution des places d'abris peut, bien sûr, être modifié lors de la construction d'un nouvel immeuble, ou adapté si la population locale varie, ou changé en fonction de circonstances quelconques.

Une fois opérationnel, ce plan de mise en abris sera remis aux membres de la PCi concernés et communiqué à la population civile, si nécessaire.

Vis-à-vis des autorités politiques, il est aisé de présenter l'état de protection de la population civile et d'argumenter au sujet des besoins devant être encore couverts.

2^e volet:

gestion des hommes incorporés

Dès que les données de base sont enregistrées pour l'ensemble du personnel local (état civil, adresse, qualifications et incorporation...), le responsable de la gestion du personnel peut mettre à disposition des cadres la liste de l'effectif complet ou celui des hommes convoqués pour l'année à venir; l'effectif

(c) MERPA-Soft 82/88 ATTRIBUTION DES PLACES PROTEGEES
FICHER HABITATS PROTECTION CIVILE - PCVILLE Date : 07/11/88

INTERROGER

Code 72 Quartier Ilôt

Numéro de rue
Extension N° rue

Répartition d

Nb total habitants
Non attribués

Abri N°
Attribués

Ren.: (Y/N) ?

DICTIONNAIRE RUES		
CODE	NOMEXT	NOMBASE
72	Avenue du	Lignon
73	Chemin du	Lignon
74	Chemin des	Marais
75	Route de	Meyrin
76	Chemin des	Milans
77	Via	Monnet
78	Route de	Montfleury

**Utilisez PgUp, PgDn, Home, End
R pour Recherche ou une Flèche**

Recherche de codes par fenêtres.

de toute la commune ou par service. Une fois établi le programme des cours, il est possible d'informer chacun, en début d'année, des dates auxquelles il sera convoqué, en lui donnant le temps de s'organiser pour se libérer. Le module comprend naturellement un programme d'impression des avis de cours. La liste des convoqués peut être tenue à jour instantanément selon les déflections annoncées.

Le responsable de la gestion du personnel sera donc à même de fournir une liste ajournée des hommes convoqués. Ainsi, les cadres, quel que soit leur niveau hiérarchique, pourront préparer les exercices en sachant sur qui compter.

Lors du cours, les listes d'effectif permettent de simplifier le contrôle des présences, d'enregistrer les modifications du fichier du personnel et d'établir sur-le-champ, avec une présentation parfaite, les documents récapitulatifs à fournir aux offices centraux de protection civile.

Un menu de PC-ZIS permet aussi d'imprimer, dès l'aube du dernier jour, les cartes de compensation et les étiquettes pour les enveloppes de solde. Le secrétariat est déjà prêt à licencier la troupe alors que celle-ci commence seulement sa dernière journée de travail.

Il est possible d'avoir un jeu de cartes de mise sur pied, tel que demandé par la Confédération, mais, mieux encore, le système permet d'imprimer de telles

cartes selon les codes M.S.P. En quelques minutes, un effectif de 200 personnes peut faire l'objet de convocations à son domicile actuel. Le temps d'impression des convocations devient négligeable par rapport à celui nécessaire pour les poster.

3^e volet:

l'inventaire du matériel

Ce dernier volet de PC-ZIS, qui sera opérationnel à la fin de l'année, parvient à simplifier les questions de gestion du matériel et d'inventaire. Chaque service, division, section et groupe pourra disposer de la liste de son matériel, de l'indication de la valeur qu'il représente et de l'état de son inventaire.

Comme pour les autres menus dont nous avons parlé, les pages de remarques permettront de noter des détails tels que le nom de la personne qui a la responsabilité d'un véhicule, le lieu d'entreposage d'une antenne radio ou d'une pompe.

Les possibilités de sélection étant presque sans limite, il sera possible d'imprimer des listes d'objets selon les critères les plus diversifiés et, par exemple, d'établir une liste du contenu d'une caisse de matériel ou l'inventaire d'un abri collectif.

Conclusion

Si l'on pense à l'ensemble des possibilités offertes par PC-ZIS, nous voyons

qu'il apporte une réponse aux besoins les plus fréquents des cadres de la protection civile.

Pour offrir un maximum de sécurité, en cas de catastrophe, un ordinateur portable peut doubler l'équipement central en permettant l'exploitation du produit dans l'ensemble de ses fonctions. Donc, rien ne limite l'extension des possibilités de PC-ZIS, si ce n'est les moyens que la commune mettra à disposition de sa PCi.

Le choix qui est fait par les créateurs du programme d'utiliser le standard le plus répandu dans le domaine de la micro-informatique rend l'installation du produit peu onéreuse. De plus, afin que chaque commune, même la plus modeste, puisse s'équiper de la sorte, il a été décidé de commercialiser le logiciel de manière démocratique. Son prix sera proportionnel au nombre d'habitants de la commune.

A peu de frais, et sans qu'une longue formation ne soit nécessaire, le chef local et les cadres de la PCi peuvent, avec PC-ZIS, accéder à une source d'information fiable et à un outil de gestion moderne et efficace qui leur permet de se consacrer entièrement à leurs tâches de commandement.

Pour de plus amples renseignements:

MOS Systems
235, route de Saconnex d'Arve
1228 Plan-les-Ouates
Tél. 022 71 31 07



Equipement d'abris

- Lits pour abris privés
- Lits pour personnel
- Casiers à effets
- WC à sec
- Séparations de toilettes
- Séparations de caves transformables en lits
- Etagères/Rayonnages
- Entretien d'abris

Autier Abri Service

2, route des Ravières
1258 Perly GE

Téléphone 022 71 19 50

Ulrich Aebi Einsiegelweg 2 4802 Strengelbach Tel. 062 51 07 75
GERÄTE UND DIENSTLEISTUNGEN FÜR DEN ZIVILSCHUTZ

Schon mehr als 300 Zivilschutz-Organisationen verwenden unsere Meldeblöcke und Handkarten *!

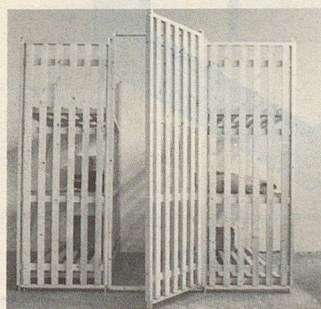
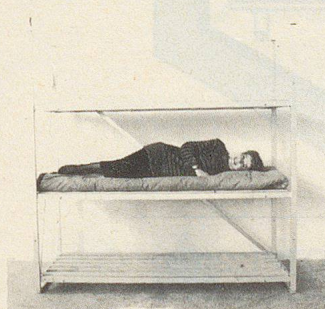
* Zur Zeit erhältlich:

- für OC und Stabsangehörige
- für Mehrzweckpioniere
- für den Telefon- und Melde D
- für Funker und Uem Ordnonanzen
- für den Leitungsbaupionier

Muster und Preislisten liegen für Sie bereit!

Ulrich Aebi Einsiegelweg 2 4802 Strengelbach Tel. 062 51 07 75
GERÄTE UND DIENSTLEISTUNGEN FÜR DEN ZIVILSCHUTZ

Liegebett, Lagergestell, Keller-/Estrichabschrankung – alles in einem!



Die **PRIM-Mehrzweck-Schutzraumliegestelle** (Typ PRM 87) garantiert Ihnen einen vielseitigen Nutzen.

Bestellen Sie Ihre **PRIM-Liegestelle** noch HEUTE bei unseren Vertretern:

Triceps AG	042 21 63 23
Uni-System	031 34 38 78
Victor Meyer AG	062 23 11 22
Koch + Risi	071 67 67 19
Bernard Uldry	021 32 45 76
BKV SA de Conseils	037 23 19 23
Eichenberger Sanitär AG	064 22 94 51
Keller-Ästhetik-Renovationen	01 432 57 25



PRIM INDUSTRIAL LTD Grand-Rue 97a 2720 Tramelan Telefon: 032 97 41 71 Telefax 032 97 41 76